

Sujet : Déclaration IOTA - Extension du Palais de justice de Meaux - Accord avec prescriptions particulières

De : robot-gunenv.csmdou@developpement-durable.gouv.fr

Date : 04/09/2023 à 16:04

Pour : alexandre.peretti@semofi.fr



Ceci est une correspondance générée par l'administration en charge du dossier visé en objet, via l'application Guichet Unique Numérique

A la suite du dépôt du dossier de déclaration IOTA dont les données de référence sont précisées en partie 2, vous êtes informé qu'aucune opposition à votre déclaration ne sera prise par l'administration.

En conséquence, vous pouvez entreprendre cette opération à compter de la réception de cette correspondance.

Ceci met fin à la procédure.

Partie 1 : administration en charge du dossier

Administration en charge du dossier : DDT 77 - SEPR 77 - Pôle police de l'eau

Agent : FABRY Laurent

Courriel de contact : laurent.fabry@seine-et-marne.gouv.fr

Partie 2 : données de référence de l'AIOT

Agence Publique pour l'Immobilier de la Justice (APIJ)

44 Av du President Salvador Allende

77100 Meaux

Le numéro de l'accusé réception du dossier déposé sur Service-public est : DIOTA-230721-164432-978-038

La date de l'accusé de réception du dossier déposé est : 21/07/2023

Le numéro d'AIOT est : 0100026725

Partie 3 : pour le bon déroulement du contrôle , vous êtes invités à prendre connaissance des informations complémentaires suivantes

Aucune information complémentaire. Cette correspondance vous informe sur l'état d'avancement de la procédure d'instruction de la demande du porteur de projet.

Partie 4 : documents téléchargeables

Veillez consulter les pièces jointes en cliquant sur ce [lien](#)

Bien cordialement,

Pour tout renseignement relatif à cette correspondance ou à l'instruction de votre dossier, ne répondez pas à ce mail, mais écrivez à : laurent.fabry@seine-et-marne.gouv.fr



PRÉFET DE SEINE-ET-MARNE

*Liberté
Égalité
Fraternité*

Service Environnement et Prévention des Risques
Pôle police de l'eau
Affaire suivie par Laurent FABRY
Chargé d'instruction police de l'eau
Tél : 01 60 32 13 52
Mél : laurent.fabry@seine-et-marne.gouv.fr

Direction départementale
des territoires

Vaux-le-Pénil, le - 4 SEP. 2023

Agence Publique pour l'Immobilier de la
Justice (APIJ)
57-77 Immeuble Okabe
67 avenue de Fontainebleau
94270 LE KREMLIN BICETRE

Réf. : 0100026725

MISE : F643 2023/087

Objet : Dossier de déclaration instruit au titre des articles L. 214-1 à L. 214-6 du Code de l'environnement :

Extension du palais de justice Meaux - mise en place de 6 piézomètres pour du pompage sur la commune de MEAUX

Accord sur dossier de déclaration

Monsieur,

Dans le cadre de l'instruction de votre dossier de déclaration au titre des articles L. 214-1 à L. 214-6 du Code de l'environnement concernant l'opération :

Extension du palais de justice de Meaux - mise en place de 6 piézomètres pour du pompage

sur la commune de MEAUX

pour lequel un récépissé vous a été délivré en date du 29 août 2023, j'ai l'honneur de vous informer que je ne compte pas faire opposition à votre déclaration. **Dès lors vous pouvez entreprendre cette opération à compter de la réception de ce courrier.**

Le présent courrier ne vous dispense en aucun cas de faire les déclarations ou d'obtenir les autorisations requises par d'autres réglementations.

Copies du récépissé et de ce courrier sont également adressées à la mairie de MEAUX pour affichage pendant une durée minimale d'un mois pour information. Ces documents seront mis à la disposition du public sur le site internet de la préfecture de Seine-et-Marne durant une période d'au moins six mois.

.../...

Cette décision sera susceptible de recours contentieux devant le tribunal administratif territorialement compétent, conformément à l'article R. 514-3-1 du Code de l'environnement, à compter de la date de sa publication ou de son affichage en mairie, par le déclarant dans un délai de deux mois et par les tiers dans un délai de quatre mois. En cas de recours par les tiers, la décision peut faire l'objet d'un recours gracieux ou hiérarchique dans le délai de deux mois. Ce recours administratif prolonge de deux mois le délai mentionné.

Je vous prie d'agréer, Monsieur, l'expression de mes salutations distinguées.

Pour le préfet et par délégation
Pour le directeur départemental des territoires
L'adjoint au Directeur



Laurent BEDU

Récépissé de déclaration

Il vous est délivré un récépissé de déclaration suite au dépôt du complément de dossier de déclaration IOTA concernant le projet Extension du Palais de justice de Meaux sur la commune principale Meaux 77100.

ATTENTION : CE RÉCÉPISSÉ ATTESTE DE L'ENREGISTREMENT DE VOTRE DEMANDE MAIS N' AUTORISE PAS LE DÉMARRAGE IMMÉDIAT DES TRAVAUX

VU le code de l'environnement, et notamment les articles L. 211-1, L. 214-1 à L. 214-6 et R. 214-1 à R. 214-56 ;

VU les schémas directeurs et les schémas d'aménagement et de gestion des eaux mentionnés aux articles L. 212-1 et L. 212-3 potentiellement en cours de validité sur le périmètre du projet ;

VU le dossier de déclaration déposé au titre de l'article L. 214-3 du code de l'environnement transmis à l'administration et considéré complet en date du 29/08/2023, présenté par Agence Publique pour l'Immobilier de la Justice (APIJ) , enregistré sous le n° **DIOTA-230721-164432-978-038** et relatif à Extension du Palais de justice de Meaux ;

Il est donné récépissé du dépôt de sa déclaration au déclarant suivant :

Agence Publique pour l'Immobilier de la Justice (APIJ)

57-77 Immeuble Okabe
67 avenue de Fontainebleau
null
94270 LE KREMLIN BICETRE

concernant :

Extension du Palais de justice de Meaux

dont la réalisation est prévue à :

- Meaux 77100

Les ouvrages constitutifs à ces aménagements rentrent dans la nomenclature des opérations soumises à déclaration au titre de l'article L. 214-3 du code de l'environnement.

Tableau des rubriques des nomenclatures IOTA

* Rubrique	Alinéa	Libellé des rubriques	* Quantité totale	* Quantité projet	* Régime	Précisions sur les AIOT concernées par le projet
1.1.1.0		Sondage, forage	6	6	D	6 piézomètres pour suivi de nappe dont 4 également utilisés pour essai de pompage

Le déclarant devra respecter les prescriptions générales définies dans les arrêtés de prescriptions générales relatifs à ces rubriques disponibles sur le site internet https://aida.ineris.fr/liste_documents/1/17940/1

Le déclarant ne peut pas débiter les travaux avant le 29/10/2023 correspondant au délai de deux mois à compter de la date de réception des compléments du dossier durant lequel il peut être fait une éventuelle opposition motivée à la déclaration par le préfet, conformément à l'article R. 214-35 du code de l'environnement.

Si le projet est également soumis à déclaration d'intérêt général au titre de l'article R.214-88 du code de l'environnement, le préfet dispose alors de 3 mois à compter de la réception par la préfecture du dossier de l'enquête pour s'opposer à la déclaration loi sur l'eau, en application de l'article R.214-95 du code de l'environnement.

Au cas où le déclarant ne respecterait pas ce délai, il s'exposerait à une amende pour une contravention de cinquième classe d'un montant maximum de 1 500 euros pour les personnes physiques. Pour les personnes morales, ce montant est multiplié par cinq conformément à l'article R. 216-12 du code de l'environnement.

Durant ce délai, il peut être demandé des compléments au déclarant si le dossier n'est pas jugé régulier, il peut être fait opposition à cette déclaration, ou des prescriptions particulières éventuelles peuvent être établies sur lesquelles le déclarant sera alors saisi pour présenter ses observations.

En l'absence de suite donnée par le service police de l'eau compétent à l'échéance de ce délai, le présent récépissé vaut accord tacite de déclaration.

À cette échéance, conformément à l'article R.214-37, copies de la déclaration et de ce récépissé, ainsi que, le cas échéant, des prescriptions spécifiques imposées ou de la décision d'opposition seront alors adressées aux communes où cette opération doit être réalisée, pour affichage et mise à disposition pendant une durée minimale d'un mois.

Ces documents seront mis à disposition du public sur le site internet de la préfecture concernée durant une période d'au moins six mois.

Cette décision est susceptible de recours contentieux devant le tribunal administratif territorialement compétent, conformément à l'article R.514-3-1 du code de l'environnement, par les tiers dans un délai de quatre mois à compter du premier jour de sa publication ou de son affichage en mairie et par le déclarant dans un délai de deux mois à compter de sa notification. Cette décision peut également faire l'objet d'un recours gracieux ou hiérarchique dans un délai de deux mois. Ce recours administratif prolonge de deux mois les délais mentionnés ci-dessus.

Le déclarant est invité à avertir le service de police de l'eau compétent de la date de début des travaux ainsi que de la date d'achèvement des ouvrages et, le cas échéant, de la date de mise en service.

En application de l'article R. 214-40-3 du code de l'environnement, la mise en service de l'installation, la construction des ouvrages, l'exécution des travaux, et l'exercice de l'activité objets de votre déclaration, doivent intervenir dans un délai de 3 ans, ou dans un autre délai fixé par le préfet à compter de la date du présent récépissé, à défaut de quoi votre déclaration sera caduque.

En cas de demande de prorogation de délai, dûment justifiée, celle-ci sera adressée au préfet au plus tard deux mois avant l'échéance ci-dessus.

Les ouvrages, les travaux et les conditions de réalisation et d'exploitation doivent être conformes au

dossier déposé.

L'inobservation des dispositions figurant dans le dossier déposé pourra entraîner l'application des sanctions prévues à l'article R. 216-12 du code de l'environnement.

En application de l'article R. 214-40 du code de l'environnement, toute modification apportée aux ouvrages, installations, à leur mode d'utilisation, à la réalisation des travaux ou à l'aménagement en résultant, à l'exercice des activités ou à leur voisinage et entraînant un changement notable des éléments du dossier de déclaration initiale doit être porté, avant réalisation à la connaissance du préfet compétent qui peut exiger une nouvelle déclaration.

En application de l'article R. 214-40-2 du code de l'environnement, toute transmission du bénéfice de la déclaration à une autre personne que celle mentionnée au dossier de déclaration doit être déclarée par le nouveau bénéficiaire au préfet dans les trois mois qui suivent la prise en charge de l'ouvrage, de l'installation, des travaux ou des aménagements ou le début de son activité.

Les agents mentionnés à l'article L. 216-3 du code de l'environnement et notamment ceux chargés de la police de l'eau et des milieux aquatiques auront libre accès aux installations, ouvrages, travaux et activités, objets de la déclaration dans les conditions définies par le code de l'environnement, dans le cadre d'une recherche d'infraction.

Les droits des tiers sont et demeurent expressément réservés.

Le présent récépissé ne dispense en aucun cas le déclarant de faire les déclarations ou d'obtenir les autorisations requises par d'autres réglementations.

La référence de votre dossier est : DIOTA-230721-164432-978-038

Le code postal du projet (commune principale) est : Meaux 77100

Cette référence et un numéro d'AIOT vous seront nécessaires pour déposer les éventuels compléments et pièces de procédure que sollicitera l'administration. Ce numéro d'AIOT vous sera transmis par l'administration en charge de l'instruction de votre dossier.

Votre avis nous intéresse

Dans une logique d'amélioration continue, nous vous invitons à consacrer une ou deux minutes à répondre à ce [court sondage](#).

Récapitulatif

Pièces jointes ajoutée(s), modifiée(s) et/ou supprimée(s)

2 - Déclarant(s)

Aucune pièce jointe n'a été ajoutée, modifiée ou supprimée.

3 - Localisation

Aucune pièce jointe n'a été ajoutée, modifiée ou supprimée.

5 - Documents

Document d'incidence ou étude d'impact : **C23-18358-Meaux-DLE.pdf** - [fichier modifié](#).

Évaluation des incidences Natura 2000 : **Natura 2000- Meaux.pdf** - [fichier modifié](#).

6 - Plans

Éléments graphiques, plans ou cartes du projet : **C23-18358-Meaux-DLE.pdf** - [fichier modifié](#).

Fichier supplémentaire : **formulaire1.1.1.0.pdf** - [fichier modifié](#).

1 - Démarche

Votre projet est-il également soumis à autorisation au titre de la nomenclature loi sur l'eau ? **Non**

Votre projet est-il soumis à évaluation environnementale ? **Non**

Votre projet est-il connexe à une ICPE ? **Non**

Nom du projet : **Extension du Palais de justice de Meaux**

Numéro d'AIOT : **0100026725**

Numéro CASCADE : **Je ne connais pas mon numéro CASCADE**

Service instructeur coordonnateur en charge de votre dossier : **Je ne connais pas le service instructeur**

Cette démarche initiale DIOTA est-elle la première autorisation ou déclaration déposée sur le projet ? **Oui**

Conditions d'engagement du déclarant :

- **Je m'engage à ce que les fichiers déposés comprennent les informations réglementaires requises, dont les références sont rappelées pour chaque dépôt de fichier tout au long de la téléprocédure.**
- **Je m'engage à ne déposer aucun dossier contenant une ou plusieurs pièces confidentielles. Ce dossier doit être déposé directement au service instructeur coordonnateur.**
- **Je prends note que tous les plans réglementaires sont déposés en fin de la téléprocédure. (étape 6)**
- **Je reconnais avoir pris connaissance de l'ensemble des prescriptions générales applicables à mon projet**
- **En initiant le dépôt de mon dossier via la téléprocédure, je m'engage à déposer les compléments sur Service-public.fr**

2 - Déclarant(s)

Déclarant ou mandataire : **Mandataire**

N° SIRET : **39176415600058**

Organisme : **SEMOFI**

Nom : **Peretti**

Prénom : **Alexandre**

Fonction : **Ingénieur Hydrogéologue**

Adresse email : **alexandre.peretti@semofi.fr**

Téléphone fixe : + **33 149611188**

Téléphone portable : + **33 675211898**

Mandat (Pièce jointe) : **Mandat_depot_ok.pdf**

Déclarant (Personne morale) N° 1

N° SIRET : 18009225600023

Raison sociale : **Agence Publique pour l'Immobilier de la Justice (APIJ)**

Forme Juridique : **établissement public national à caractère administratif placé sous la tutelle du garde des sceaux, ministre de la justice.**

Adresse en France

57-77 Immeuble Okabe

67 avenue de Fontainebleau

94270 LE KREMLIN BICETRE

Signataire

Nom : **TIRADAS**

Prénom : **Laurie**

Qualité : **Cheffe de Projet**

Téléphone fixe : + **00000 188288913**

Téléphone portable : + **00000 689549826**

Adresse email : **Laurie.TIRADAS@apij-justice.fr**

Référent

Nom : **Peretti**

Prénom : **Alexandre**

Fonction : **Ingénieur Hydrogéologue**

Téléphone fixe : + **33 149611188**

Téléphone portable : + **33 675211898**

Adresse email : **alexandre.peretti@semofi.fr**

Adresse email d'échange avec l'administration

Adresse email : **alexandre.peretti@semofi.fr**

3 - Localisation

Adresse du projet

Code postal et commune : **77100 Meaux**

Numéro et voie ou lieu dit : **44 Av du President Salvador Allende**

Géolocalisation du projet

X : **691880**

Y : **6872872**

Projection : **Lambert 93**

Parcelles : **parcelles.csv**

4 - Activités

La déclaration est-elle une régularisation d'activité ? **Non**

Le projet se trouve-t-il dans le périmètre d'un ou plusieurs Schémas d'Aménagement et de Gestion des Eaux (SAGE) ? **Oui**

Quel(s) sont les SAGE concernés ? **Marne Beuvronne**

Tableau des rubriques des nomenclatures IOTA

* Rubrique	Alinéa	Libellé des rubriques	* Quantité totale	* Quantité projet	* Régime	Précisions sur les AIOT concernées par le projet
1.1.1.0		Sondage, forage	6	6	D	6 piézomètres pour suivi de nappe dont 4 également utilisés pour essai de pompage

Caractéristiques du projet

Le projet est-il un plan de gestion établi pour la réalisation d'une opération groupée d'entretien régulier d'un cours d'eau, canal ou plan d'eau ? **Non**

Le projet est-il une installation utilisant l'énergie hydraulique ? **Non**

5 - Documents

Résumé non technique : **Résumé non technique.pdf**

Document d'incidence ou étude d'impact : **C23-18358-Meaux-DLE.pdf**

Évaluation des incidences Natura 2000 : **Natura 2000- Meaux.pdf**

Justificatif de maîtrise foncière : **Meaux Acquisition Justice 20201120- Acte de vente 1.pdf**

6 - Plans

Éléments graphiques, plans ou cartes du projet : **C23-18358-Meaux-DLE.pdf**

Fichier supplémentaire : **formulaire1.1.1.0.pdf**

Précisions : **Installation d'une station de pompage (un puits + 3 piézoz) afin de déterminer si un drainage est nécessaire et à quel débit Installation de deux autres piézomètres pour essais d'infiltration/perméabilité (6 ouvrages en tout)**

Sujet : Déclaration IOTA - Extension du Palais de justice de Meaux - Demande de certificat d'affichage

De : robot-gunenv.csmdou@developpement-durable.gouv.fr

Date : 04/09/2023 à 16:13

Pour : bureau.ducabinet@meaux.fr



Ceci est une correspondance générée automatiquement par l'administration en charge du dossier visé en objet, via l'application Guichet Unique Numérique.

Dans le cadre de la déclaration IOTA dont les données de référence sont précisées en partie 2, nous vous transmettons en partie 4 les documents relatifs à cette déclaration IOTA en application de l'article R.214-37 du code de l'environnement. Cette opération déclarée doit en effet être réalisée dans votre commune et doit faire l'objet d'un affichage à la mairie pendant un mois au moins en application de l'article R. 214-37 du code de l'environnement.

En conséquence vous êtes invités à nous retourner le certificat d'affichage relatif à cette opération dans votre commune.

L'échéance de réponse est consultable en partie 3. Les modalités de dépôt de ces compléments y sont également précisées.

Partie 1 : administration en charge du dossier

Administration en charge du dossier : DDT 77 - SEPR 77 - Pôle police de l'eau

Agent : FABRY Laurent

Courriel de contact : laurent.fabry@seine-et-marne.gouv.fr

Partie 2 : données de référence de l'AIOT et du dossier concerné

Agence Publique pour l'Immobilier de la Justice (APIJ)

44 Av du President Salvador Allende

77100 Meaux

La date de l'accusé de réception du dossier déposé est : 21/07/2023

Le numéro d'AIOT est : 0100026725

Partie 3 : pour le bon déroulement de la procédure, vous êtes invités à prendre connaissance des informations complémentaires suivantes

Cette correspondance appelle une réponse.

Cette réponse doit impérativement être déposée en cliquant sur ce [lien](#)

(Le document téléversé ne doit pas dépasser 20 Mo et doit être au format PDF ou ZIP)

Une échéance de réponse est fixée au : 04/10/2023

Partie 4 : documents téléchargeables

Veillez consulter les pièces jointes en cliquant sur ce [lien](#)

Bien cordialement,

Pour tout renseignement relatif à cette correspondance ou à l'instruction de votre dossier, ne répondez pas à ce mail, mais écrivez à : laurent.fabry@seine-et-marne.gouv.fr